

LE PUBLICISTE.

SEXTIDI 6 Thermidor, an VIII.



Suite du rapport du général Dessolles sur les opérations de l'armée du Rhin. — Prochaine rentrée en Bavière des troupes bavaroises à la solde de l'Angleterre. — Lettre du citoyen Remy, sur la situation de l'isle de Malte. — Lettre du général Dugua au ministre de l'intérieur, sur le sort de l'infortuné Dolomieu. — Réflexions politiques sur l'armistice. — Nouvelles diverses.

ITALIE.

De Milan, le 9 juillet (20 messidor).

Notre archevêque est de retour ici depuis avant-hier, après un mois d'absence.

L'armée française occupe maintenant toutes les positions militaires fixées par la convention d'Alexandrie. La division Loison est à Brescia, celle de Lorge à Carpi, celle de Miollis à Bologne, &c.

La citadelle de Milan est du nombre des forteresses qu'on démolit. On a déjà commencé à y travailler. Elle ne servira plus que de caserne pour les troupes.

Les patriotes cisalpins, transférés à Vérone au moment de l'invasion des Français, ont été embarqués pour les bouches du Cattaro en Dalmatie, où le gouvernement vénitien envoyoit les malfaiteurs. Les citoyens Moscatti & Caprara n'ont pas été exceptés, quoique les fatigues du voyage mettent leur vie en danger.

RUSSIE.

De Pétersbourg, le 28 juin (9 messidor).

Le général de cavalerie, comte de Viomesnil, a été congédié par S. M., ainsi que le général d'infanterie comte Gudowilsch.

Le général d'infanterie Rosemberg a été nommé gouverneur de Caminieck.

Les généraux congédiés, Stevers & Wrangel, qui ont demandé une pension, n'ont pas obtenu leur demande.

Le négociant de Wyburg, Petzberg, qui a adressé une supplique pour demander la permission de faire entrer en Russie divers livres d'église, écrits en langue finnoise, qu'il avoit commandés en Suede, en 1779, n'a pas obtenu cette permission.

Plusieurs autres suppliques ont été trouvées absurdes & renvoyées déchirées, avec ordre d'en faire payer le port.

ALLEMAGNE.

Extrait d'une lettre de Francfort, du 18 juillet (29 messidor).

On regarde l'armistice comme le résultat de préliminaires de paix acceptés par l'empereur, sur la base du traité, tant secret que patent, de Campo-Formio. Cependant, quoique la cession de la rive gauche du Rhin fût comprise assez clairement dans quelques articles secrets, & sur-tout dans la convention signée le 1^{er} décembre suivant à Rastadt, entre Bonaparte & le comte Cobentzel, un grand nombre

de nos politiques de la rive droite du Rhin sont encore dans la persuasion que la rive gauche sera restituée à l'Empire par la république française, à l'exception de quelques districts compris dans la ligne militaire de la Queich, passant par Pirmasens & se prolongeant jusqu'à Treves. Ils se fondent sur ce que l'empereur de Russie a déclaré vouloir s'opposer à tout démembrement du corps germanique; & sur l'influence que le cabinet de Pétersbourg exerce en ce moment sur celui de Berlin, qui doit, suivant eux, déterminer celui-ci à maintenir l'intégrité géographique de l'Empire. Ce sont sur-tout les princes ecclésiastiques, leurs parens & adhérens, & en général tous ceux qui sont influencés par la noblesse chapitrable, qui propagent avec beaucoup d'ardeur cette opinion: tel est le fanatisme politique qu'excite parmi eux cette espérance, qu'il seroit dangereux de vouloir essayer de les détromper.

Ceux qui croient que la France insistera sur la cession de la rive gauche, se fondent sur des raisons puissantes. Ce ne fut pas sans motif que Bonaparte exigea, après le traité de Campo-Formio, que les Autrichiens évacuassent Mayence aux troupes françaises, & il est peu probable aujourd'hui qu'il voulût rendre cette forteresse, dont la possession entraîne nécessairement celle de la rive gauche du Rhin au-dessus de la Moselle. La cession étant consacrée par la diète de l'Empire, les domaines des princes & du clergé sont, pour le gouvernement français, des moyens de réaliser des sommes très-considérables, en les vendant à des prix qui s'éleveront à proportion de la grande concurrence & de la sûreté des acquéreurs. On calcule que l'établissement de la république cisalpine n'est pour le gouvernement français qu'un objet secondaire, une acquisition indirecte, en comparaison de la rive gauche du Rhin; & de ce que le gouvernement français a insisté si fortement pour le rétablissement de la Cisalpine, on conclut qu'à plus forte raison il a insisté sur la cession de la rive gauche. On suppose, d'ailleurs, que la maison d'Autriche, qui ne possède rien sur le Rhin, n'a pas autant de motifs de se refuser à cette cession, qu'à l'établissement de la république cisalpine, dont elle regardera long-tems encore le territoire comme sa propriété; & l'on conclut que si l'empereur a cédé sur cet article, à plus forte raison a-t-il dû le faire sur la demande de la rive gauche du Rhin. Enfin, bien des personnes supposent que la cour de Berlin trouve dans l'intérêt de sa politique, & même dans quelque transaction déjà souscrite envers la France, des motifs de ne pas s'opposer à une cession, qu'on

ne pourra l'accuser d'avoir occasionnée, puisqu'elle a eu la gloire de reprendre Mayence en 1793, de la défendre en 1794, & qu'elle a fait sa paix en 1795, dans un moment où, si l'Autriche eût voulu suivre son exemple, le territoire de l'Empire auroit été vraisemblablement préservé, comme l'Allemagne septentrionale l'a été depuis cinq ans des ravages de la guerre, sous la protection de la neutralité prussienne. Si donc, par la cession de la rive gauche & par le système des sécularisations; l'Autriche doit perdre de son influence à la diète, c'est un avantage pour la Prusse que cet affaiblissement du crédit de sa rivale; & comme les sécularisations offrent un excédent de compensation pour indemniser les princes séculiers, il y aura nécessairement une certaine étendue de territoire à partager entre les électeurs, dont la Prusse ne manquera pas de revendiquer sa part.

REPUBLIQUE BATAVE.

De la Haye, le 20 juillet (1^{er}. thermidor).

Le colonel Matuschewitz, commandant de l'artillerie batave, qui s'est distingué par ses talens militaires dans la guerre de la Nord-Hollande, vient d'être arrêté par ordre du gouvernement. On ne connoît pas encore les motifs de cette arrestation. Le colonel Matuschewitz fut chargé par le général Brune de présenter au directoire batave trois drapeaux pris sur les troupes russes.

Le général Desjardin, qui commande une division de troupes françaises dans cette république, commande provisoirement les troupes en l'absence du général Augereau. Le citoyen Delcour, adjudant-général, est chargé des fonctions de chef de l'état-major, pendant l'absence du général Rostolan.

La garde nationale vient d'être mise en activité, & fait le service dans les villes d'où nos troupes de ligne sont parties pour se rendre à Dusseldorf.

On a découvert, il y a peu de jours, de grandes dilapidations dans l'administration de nos charrois & équipages d'artillerie. Plusieurs employés ont été destitués.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARMÉE DU RHIN.

On lit dans le journal officiel la suite du rapport général des opérations de cette armée par le chef d'état-major, le général Dessolles. Il offre principalement le tableau de mouvemens de l'armée. Les bornes de notre feuille ne nous permettent d'en extraire que les faits les plus importans :

« Mon dernier rapport vous annonçoit le passage audacieux du Danube, opéré sur Bieheim & Dillingen, par l'aile droite & le centre de l'armée dans la journée du 30 prairial. » Il restoit deux partis à l'ennemi, de marcher à nous en risquant le sort d'une bataille, ou de se retirer par Heidenheim & Neresheim sur la Vernitz ou sur Ingolstadt. . . .

« On étoit en mesure contre tout projet de l'ennemi. On pouvoit le combattre avec avantage s'il vouloit livrer bataille, ou le suivre rapidement s'il se déterminoit à la retraite. On étoit même sur ses flancs, s'il prenoit la route de Heidenheim & Neresheim pour son chemin de retraite. »

« Le général Kray envoya un parlementaire au général en chef, qui lui annonçoit la conclusion d'un armistice entre les deux armées d'Italie. Il laissoit ignorer dans ses dépêches les événemens brillans qui avoient amené cette suspension d'armes, & en proposoit une entre les deux armées du Rhin. Le général s'y refusa. Il s'attendoit à tout instant à recevoir

des dépêches du gouvernement, qui l'instruiraient de ce qu'il se passoit d'extraordinaire en Italie; & comme elles pouvoient lui apporter l'ordre de suspendre sa marche, il crut devoir donner un autre but à ses opérations. Le gros de l'armée ennemie devoit être trop éloigné pour la forcer de combattre en la poursuivant : il n'y avoit plus à espérer qu'un succès d'avant-garde. Sur ces motifs, le général en chef ne songea qu'à s'étendre & à manœuvrer pour procurer de bons quartiers & des ressources à l'armée, s'il arrivoit un armistice général.

« En conséquence, le général Decaen reçut ordre de marcher avec sa division sur Munich, à marches forcées, se dirigeant par Hoeshtel, Vertingen, Augsbourg & Dachaun. Cette mesure avoit pour but de forcer l'électeur de Bavière à remplir les conditions d'un traité qu'il avoit conclu & éludé en l'an 8. D'ailleurs, en s'emparant d'un pont sur l'Yser, on rejettoit sur l'Inn l'armée autrichienne qui ne pouvoit plus opérer sa jonction avec le corps du Tyrol que derrière cette rivière. Le général en chef se prépara à faire appuyer cette division par un mouvement général de l'armée. . . .

« Le 6, l'ennemi voyant ses pourparlers de la veille inutiles, malgré qu'il eût adroitement semé dans notre armée la nouvelle d'un armistice général, & qu'il eût cherché à se mêler à nos soldats en signe de réjouissance, fit sa retraite. . . .

« Le général en chef jugea que l'ennemi se rejettoit sur le Danube : il pouvoit passer le fleuve à Neubourg, se porter sur le Lech à Rain, & se placer ainsi entre l'armée & le détachement commandé par le général Decaen. Il étoit important d'arriver avant l'ennemi, l'armée avoit trois défilés à passer, la Vernitz, le Danube & le Lech. . . .

Ici le général Dessolles rend compte du combat de Neubourg, dont nous avons déjà donné une relation très-détaillée du général Lecourbe. Nous croyons devoir en extraire ce tableau plein de mouvement & d'intérêt :

« Jamais on ne vit un combat plus acharné. Les colonnes marchaient sans tirer un coup de fusil, malgré huit pièces d'artillerie qui vomissoient la mort. La 46^e. & la 14^e. légère furent long-tems pêle-mêle avec la cavalerie ennemie, & continuèrent de se battre avec rage sans s'ébranler un instant. La mêlée fut horrible : l'ennemi forcé de retirer ses pièces, le combat n'en dura pas moins. Dans l'obscurité, on n'entendoit plus un coup de feu, mais seulement le cliquetis des armes & le cris des combattans. C'est là que le chef de brigade Fortin a été tué, cruellement sabré par la cavalerie autrichienne; c'est-là que le premier grenadier de l'armée française a péri d'un coup de lance au cœur. Ses camarades, ceux parmi lesquels il avoit choisi son rang, ont élevé sa tombe, & l'ont honoré de leurs larmes. Il n'y eut jamais de cérémonie plus touchante & plus religieuse que les funérailles de ce guerrier. »

Extrait d'une lettre d'un employé supérieur.

Augsbourg, le 28 messidor.

C'est le général Lahori qui a été chargé de conclure l'armistice avec le général Kray. Il a été au quartier-général des Autrichiens. Les conditions de cet armistice ne sont pas encore publiques aujourd'hui à l'armée; elles seront bientôt sues à Paris, puisqu'un courrier extraordinaire va les y porter.

Le quartier-général du général en chef Moreau doit arriver à Augsbourg; les logemens sont déjà commandés. On dit que l'électeur va rentrer dans sa capitale.

Les douze mille Bavaois que les Anglois payoient pour augmenter les forces de l'Autriche doivent rentrer dans leurs pays. Le général Moreau tenoit beaucoup plus à faire rappeler ce corps que le contingent bavarois.

Les chemins de la Souabe, qui étoient infestés de brigands, commencent à être plus sûrs du côté de Lindeau, & entre Ottenbeuren & Memmengen, où plusieurs Français ont été assassinés. On a pris des mesures qui rendent ces endroits presque sans dangers aux voyageurs.

L'opinion pour la paix en Allemagne se prononce d'une manière générale. L'empereur sera forcé de l'écouter, puisqu'elle se trouve d'accord avec celle qui se manifeste dans ses états héréditaires.

De Paris, le 5 thermidor.

La parade d'aujourd'hui a été fort brillante. Le premier consul a dérivé aux braves de la garde des consuls les sabres d'honneur qui leur ont été décernés pour récompenser leur bravoure à Maringo; le comte de Saint-Julien a été témoin de cette cérémonie; il étoit placé aux fenêtres du citoyen Benezech, administrateur du palais des consuls.

Le sénat conservateur a nommé pour son président le citoyen Lemercier, & pour secrétaires les citoyens Kellermann & Garat.

On vient de publier la quatrième liste des souscripteurs pour le monument à élever à la mémoire du général Desaix. Le total des souscriptions jusqu'à ce jour est de 16,554 fr. Il y aura, le 7 de ce mois, à cinq heures du soir, une assemblée pour nommer les personnes qui doivent composer le comité chargé de percevoir le montant des souscriptions & de l'exécution du monument; elle se tiendra dans la grande salle du citoyen Lebrun, rue de Cléry.

Le nommé Dubosque, l'un des assassins du courrier de Lyon & de son postillon, entre Lieursaint & Melun, en l'an 4, condamné à mort par contumace, & évadé de la maison de justice de Versailles le 28 ventôse an 6, vient d'être arrêté à cent lieues de Paris, d'après les renseignements donnés par les agens de la préfecture de police.

On assure que la forteresse de Philipsbourg sera également rendue à nos troupes en vertu de la suspension d'armes conclue entre Moreau & Kray.

Par suite de cette suspension, les troupes belligérantes sur les bords du Mein conserveront leurs positions respectives: les Austro-Mayençais occuperont la rive gauche, & les Français la rive droite jusqu'à Offenbach.

Le lieutenant-général Sainte-Suzanne est attendu à Strasbourg.

La prise de Landshut, en Bavière, est un des plus beaux faits d'armes de cette campagne. Le général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, & commandant une des divisions du corps de réserve de l'armée du Rhin, a battu 5,000 Autrichiens commandés par l'archiduc Ferdinand, avec 1,500 Français. Les Autrichiens se sont bien défendus, mais ils n'ont pas pu résister à la valeur héroïque de nos braves: ils ont été mis dans une déroule complète.

Le général Foissac-Latour, qui commandoit à Mantoue lors de sa reddition, a passé par Milan, revenant d'Allemagne & se rendant à Paris.

Des lettres particulières d'Allemagne annoncent que le célèbre Kotzebue a été remis en liberté par ordre de Paul I^{er}, & qu'il retournera incessamment en Allemagne.

On mande de Lemberg, en Gallicie, que le gouvernement russe a annoncé au cabinet de Vienne, qu'à l'avenir il seroit très-sévère à l'égard des personnes venant des états héréditaires, quoique munies de passe-ports. On voit que, jusque dans les plus petites choses, la Russie est très-mal avec l'Autriche.

Les dernières lettres de la Russie confirment le prochain départ de Mittau par le prétendant. Les émigrés français sont tombés dans un tel discrédit auprès de Paul I^{er}, que l'on craint qu'il ne les renvoie de son pays. On donne plusieurs motifs de cette défaveur: l'un d'eux est que les Russes sont très-jaloux des places qu'ont obtenu les émigrés dans le militaire; l'autre, qu'ils passent pour très-attachés au parti anglais.

Le ci-devant maréchal de Broglie est toujours à Revel avec une partie de sa famille; il reçoit une pension de la Russie. On croit qu'elle lui sera conservée, & qu'il pourra rester dans ce port.

C O N S U L A T.

Arrêté du 27 messidor an 8.

Les consuls de la république, sur le rapport des ministres de l'intérieur, des relations extérieures & de la marine, le conseil d'état entendu, arrête:

Art. I^{er}. Les permissions accordées à diverses maisons de commerce pour l'importation directe, sous pavillon neutre, de matières premières, denrées coloniales & autres marchandises venant directement d'Angleterre, sont révoquées.

II. L'article II de la loi du 29 nivôse continuera d'être exécuté, jusqu'à ce qu'il soit autrement ordonné.

III. L'article XV de la loi du 10 brumaire, an 6, qui exige des certificats d'origine pour les objets de fabrique étrangère dont l'entrée n'est pas prohibée, notamment pour les sucres raffinés, coperoses, huiles de vitriol & alun, continuera pareillement d'être exécuté, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Le général de division Dugua, au ministre de l'intérieur.
Marseille, le 25 messidor, an 8.

Citoyen ministre, pendant mon séjour à Malte, & le 25 floréal dernier, j'ai eu des détails sur la situation du citoyen Dolomieu. L'intérêt général que ce savant inspire, me persuade que vous les apprendrez avec plaisir.

Milord Nelson, M. le chevalier Hamilton & son épouse me dirent, à bord du *Foudroyant*, que la cour de Naples avoit été au moment de céder aux demandes réitérées de Paul I^{er}, qui, en qualité de grand-maître de Malte, réclamoit le citoyen Dolomieu, comme ci-devant commandeur de l'ordre, & comme ayant contribué à faire livrer l'île aux Français.

Les amis de Dolomieu (il en a encore dans cette cour) ont senti que s'il étoit livré au czar, il iroit tout au moins en Sibérie. Ils ont sollicité & obtenu qu'il ne le seroit pas, qu'il sortiroit de son cachot pour être placé dans une prison plus commode & plus aérée.

M. Nelson, M. & madame Hamilton m'ont assuré qu'à leur passage à Palerme, ils feroient, auprès de la reine de Naples, toutes les démarches nécessaires pour obtenir que ce savant fut traité dorénavant comme prisonnier de guerre.

Je compte que la lettre dont je joins ici copie lui sera parvenue.

Salut & fraternité,

Signé, C. F. DUGUA.

Lettre du citoyen Remy, adjoint, sur l'isle de Malte.

Dès que l'isle de Malte a été au pouvoir des Français, le roi de Naples fit la défense en Sicile, sous les peines les plus sévères, de venir aucune subsistance aux Maltais.

Cette même cour & celle de Londres excitèrent les campagnes à prendre les armes contre nous. Quelques ambitieux furent flattés; les besoins & l'argent entraînerent la multitude.

Deux mois après, les Anglais & les Portugais débarquèrent douze cents hommes; toute l'île s'insurgea; nos détachemens extérieurs furent assassinés, & la place fut de suite cernée par terre & par mer, ainsi qu'elle l'est encore aujourd'hui. Cette masse fut organisée en régimens & compagnies, sous les ordres de ces deux puissances.

Les principales avenues furent aussitôt retranchées & garnies d'un nombreuse artillerie.

Ils tentèrent même quelque tems après deux assauts, l'un sur la porte Marsamouchet, & l'autre sur l'avancée de la Sangle; mais l'impétuosité des Français ne leur permit pas seulement de débarquer leurs échelles; un grand nombre des assaillans furent tués ou noyés, le reste s'échappa à la nage.

Leurs entreprises répétées ayant eu si peu de succès, ils se sont bornés à jeter de tems en tems des bombes sur les bâtimens mouillés dans le port des galeres & sur la Cité Valette, où est le quartier-général.

Depuis deux ans que la ville est bloquée, les privations de tout genre n'ont aucunement altéré le courage ni la constance des chefs; la discipline est parfaite, ainsi que l'union entre tant de corps différens. Les troupes sont animées du meilleur esprit, & décidées à se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Depuis dix mois la garnison n'avoit reçu que des nouvelles indirectes de la France. Elle commençoit à être inquiète sur sa situation politique. Le général Vaubois jouit d'une confiance méritée & d'un respect au-dessus de toute expression.

Nos ennemis avoient exagéré les revers de l'Italie, & défigurés les 18 & 19 brumaires. Il est difficile de dépeindre la joie de la garnison, lorsqu'elle fut détrompée par les journaux, les proclamations du général, & par le rapport d'un officier, témoin de ces glorieuses journées.

La nouvelle constitution fut reçue avec acclamation, & malgré la grande disette, chacun trouva de quoi célébrer son acceptation.

L'armée d'Orient ayant à son passage épuisé, pour ainsi dire, les magasins de l'ordre, & le gouvernement n'ayant envoyé qu'un petit nombre de bâtimens, dans le tems où cela pouvoit se faire avec facilité, le général Vaubois a été forcé de s'emparer du Séminaire, d'où la commission tiroit le bled nécessaire à la ville. Quelques bourgeois ont été requis de faire le pain: ils achetèrent comptant du général le bled qu'il leur faut. Le peu d'argent qui lui restait par ce moyen lui fournit, même encore à présent, aux dépenses journalières de l'hôpital & de l'arsenal. La pénurie de fonds le génoit également; il fit un emprunt forcé; il fit accepter aux propriétaires, ainsi qu'aux particuliers qui avoient placé de l'argent au Séminaire, & qui avoient contribué à l'emprunt, des obligations au nom du gouvernement, acquitables à la paix générale, si toutefois les individus ne portent pas les armes contre les Français.

De cette manière, il a intéressé la fortune des plus riches négocians & d'une grande partie des habitans de la ville; ce qui ne laisse pas que de nous être avantageux dans ce moment.

La dette générale se monte à quelques millions; en revanche il y a pour douze millions de biens nationaux à vendre, si nous conservons la place. Le général Vaubois n'attend qu'une occasion sûre pour envoyer au premier consul ses comptes, son mémoire sur le territoire, ainsi que le journal de ses opérations pendant le siège.

L'argent qu'il s'étoit procuré le mit également à même de payer pendant long-tems la solde entière de la garnison.

Le général mit également en réquisition toutes les cotonades, les capotes pour les factionnaires, & toutes les étoffes qui pouvoient remplacer le drap qui lui manquoit. Il fit faire, l'été dernier, à l'infanterie de ligne des fracs de cotonnade blanche, à l'infanterie légère, des habits-vestes de drap rouge, à l'artillerie des fracs bruns, & aux marins des matelots rayés. Ils s'achetent eux-mêmes du bassin pour pantalons & gilets, & du drap de coton pour leur chaussure. Les officiers sont en taffetas & camelots de couleur.

Le premier hiver, le scorbut fit de grands ravages; le général, pour remédier à un pareil désastre, engagea les soldats à la culture des végétaux. Ses sollicitations ne furent d'abord écoutées que par quelques canoniers, & leur premier essai fut récompensé par un bénéfice extraordinaire.

L'intérêt & leur propre conservation déterminèrent de suite toute la garnison à imiter leur exemple, & bientôt tous les fossés furent transformés en jardins. On rapporta des terres où il n'y en avoit point. Les soldats, pour arroser, sont obligés d'aller chercher l'eau dans les citernes, quelquefois à de très-grandes distances & avec des peines incroyables; ils la font monter & descendre par-dessus des remparts qui, dans certaines parties, ont plus de quatre-vingt pieds d'élevation, par des inventions & avec une patience admirable. Le sol est très-fertile, le climat est heureux, les productions se renouvellent sans cesse pendant toutes les saisons de l'année, & il n'y a que le manque d'eau qui puisse les priver de légumes.

Ils s'exposent au feu de l'ennemi pour aller chercher de l'herbe pour leurs lapins. Ces animaux, qui se multiplient considérablement, & les poules, ont été du plus grand secours.

Le bœuf & le mouton, depuis plus d'un an, n'y sont plus connus; l'hôpital, depuis un tems infini, n'a que du bouillon de cheval, des poissons, des œufs, des liqueurs & très-peu de vin, & l'on ne s'aperçoit pas encore que ce régime nuise à la santé; il n'y a dans ce moment que quarante malades.

Le marche est fourni journellement par les soldats de terre, & légumes, fruits, lapins, poules, œufs, chiens, chats, rats, & enfin de tout ce qui peut être digéré. D'un autre côté, les marins vendent des poissons & des coquillages. Toutes ces choses coûtent, dans ce moment, dix fois plus qu'à Paris; & il y a un an, vingt fois plus. Le soldat gagne de l'argent.

La cherté des vivres avoit ruiné les habitans, & le bombardement les avoit tellement effrayés, que le général n'eût pas beaucoup de peine à les faire sortir de la ville, pour ménager les subsistances qu'il étoit obligé de leur fournir. De 45,000 âmes qu'il y avoit, il n'en reste plus que 5,000, y compris les autorités civiles & les personnes attachées au service de la place; il a toujours ménagé les prêtres, les artistes, les femmes attachées aux militaires & les riches. Le général leur vend également le bled qui leur est nécessaire, en observant les proportions pour les âges.

M. Nicolo, claveciniste de réputation, & qui se dit ami d'un de nos premiers artistes, le citoyen Kreutzer, a composé plusieurs opéras pendant le siège; ils ont parfaitement réussi.

Le général Vaubois en fait beaucoup de cas, & il le recommande au Conservatoire. Il n'y a que trois mois que la troupe est partie, & dans ce moment une société d'amateurs amuse le public. Des soldats exécutent des ballets d'autant plus surprenans, que les danseurs se sont formés pendant le siège.

Le général ne néglige rien pour prévenir l'ennui & faire oublier les privations; il a établi des écoles d'écriture, de calcul, de dessin, & des salles d'armes & de danse.

Les quinze premiers mois, les militaires de service étoient privés de la vue pendant toute la nuit.

Il y a dans la salle d'armes du palais 15,000 fusils qui n'ont jamais servi.

La place & les forts sont très-bien armés; il y a des pieces de tout calibre, français & étranger, depuis trente-six jusqu'à deux.

Chaque soldat a un hamac qui se blanchit, ce qui les préserve de la vermine.

Signé, REMY.

Bourse du 16 thermidor.

Rente provis., 25 fr. 38 c. — Tiers consol., 34 fr. 38 c. — Bons $\frac{2}{3}$, 1 fr. 52 c. — Bons d'arrérage, 88 f. 50 c. — Bons pour l'an 8, 85 fr. 35 cent. — Syndicat, 06 fr. 00 c. — Coupures, 67 fr. 50 c.

Dernière campagne de Bonaparte en Italie, rédigée sur les Mémoires de l'état-major de l'armée de réserve; par le citoyen Foudras, dédiée au premier consul, & ornée du portrait du héros. Un vol. in-8°. de 150 pages. A Paris, à l'imprimerie des *Instructions départementales*, rue du Mail, n°. 43; & chez tous les marchands de nouveautés.

Satyriques du dix-huitième siècle, 4 vol. in-8°. Prix 9 fr. & 11 fr. franc de port. Chez Colnet, libraire, rue du Bacq, n°. 618, au coin de celle de Lille.

On a réuni dans cette intéressante collection toutes les satyres connues, dont plusieurs étoient infiniment rares. On a fait plus, on y a ajouté un très-grand nombre de pieces inédites. M. Clément a communiqué à l'éditeur deux satyres qui n'avoient point encore paru, & il a fait aux anciennes des additions considérables.